

CONJONCTURE VIANDES BLANCHES



Note de conjoncture mensuelle Filières avicoles et porcine >>>

Août 2023

POINTS CLÉS

VOLAILLES

- Sur les cinq premiers mois de 2023, les abattages de volailles de chair sont restés en retrait par rapport à 2022 (- 5,8 %) mais ont montré des signes de reprise en retrouvant depuis avril des niveaux supérieurs à ceux de l'an dernier. Cette reprise concerne toutes les espèces, à l'exception de la dinde dont les abattages se sont maintenus, en avril et en mai, à des niveaux inférieurs à ceux de l'an dernier.
- Au niveau du commerce extérieur, les tendances se sont maintenues pendant le premier semestre 2023 avec des importations françaises de viande de poulet en forte progression (+ 7,3 %) tandis qu'en parallèle, les exportations sont restées en repli (- 13,3 %) notamment vers l'Union européenne.
- Au premier semestre 2023, le tassement des importations d'œufs sur le marché français s'est confirmé (+ 2,8 %), après la forte augmentation en cours depuis l'été 2022. Néanmoins, les importations d'œufs coquilles sont restées supérieures à leur niveau d'avant la crise IAHP. Dans un contexte de reprise de la production française d'œufs et d'importations toujours importantes, la TNO a fortement chuté.

VIANDE PORCINE

- En juillet 2023, les abattages de porcs ont continué leur recul (- 4,3 % en volume sur douze mois glissants et - 4,8 % en têtes).
- Après avoir atteint 2,51 €/kg en juillet, les cotations françaises (carcasse classe S) connaissent en août un relatif fléchissement, tout en restant à des niveaux encore élevés (de l'ordre de 2,33 €/kg au 21 août).
- Les coûts liés à l'aliment se tassent, ce qui concourt à améliorer la rentabilité des élevages.
- En juin 2023, importations et exportations sont en recul.
- La consommation globale de porc (calculée par bilan) poursuit son ralentissement. En juin, son évolution devient nettement négative (- 2,4 % sur douze mois glissants).

ALIMENTATION ANIMALE

- Au 1^{er} août, la récolte 2023 en France est en hausse par rapport à celle de 2022 pour les principales céréales et en baisse pour les orges de printemps et le blé dur. La production de maïs est prévue en hausse d'une année sur l'autre mais en recul par rapport à la moyenne 5 ans, en raison d'une forte baisse des surfaces. Les intégrations de céréales par les fabricants d'aliments du bétail en juin 2023 concluent sur une campagne en forte baisse (- 6,5 % en volume au niveau national).
- Les fabrications d'aliments composés évaluées par le SSP refluent en volume en avril 2023 (- 2,8 % par rapport à avril 2022).
- En mai 2023, l'indice IPAMPA pour aliments composés recule de 1,4 % par rapport au mois précédent.

VOLAILLES DE CHAIR

En avril 2023, les **misés en place** de canetons sont restées pour le deuxième mois consécutif au-dessus de leur niveau de l'an dernier (+ 84,8 % par rapport à avril 2022). Celles de dindonneaux se sont également redressées, dépassant leur niveau d'avril 2023 (+ 4,4 %). Quant aux mises en place de poulets, elles se sont stabilisées (- 1,0 %) dans la lignée des mois précédents. Ainsi, sur le premier quadrimestre 2023, les mises en place de poulets et de dindonneaux sont restées en repli, respectivement de - 4,4 % et - 16,6 %, tandis que celles de canetons ont repris (+ 33,5 %).

Sur les cinq premiers mois de 2023, les **abattages** de volailles sont toujours en retrait par rapport à 2022 (- 5,8 %) mais ont affiché des signes de reprise en retrouvant depuis avril des niveaux supérieurs à ceux de l'an dernier.

En mai, les abattages ont été supérieurs de 8,3 % par rapport à l'an dernier. Cette reprise est tirée par les abattages de poulets (+ 7,6 % en mai 23/mai 22), de canards gras (+ 104,4 %) et de canards à rôtir (+ 22,0 %). Seuls les abattages de dindes sont restés en retrait, bien que se rapprochant de leur niveau de l'an dernier (- 3,2 %).

En cumul sur les cinq premiers mois de l'année, cette reprise n'a pas permis de compenser les baisses de début d'année et les abattages ont été en retrait pour toutes les espèces (- 2,5 % poulets, - 15,5 % dindes, - 38,8 % canards à rôtir) à l'exception des canards gras (+ 18,5 %) particulièrement pénalisés en 2022 par les épisodes d'IHP.

• Au premier semestre, dans ce contexte de production toujours limitée, les **exportations** françaises de viandes et préparations de poulet se sont maintenues à des niveaux inférieurs à l'an dernier en volume (- 13,3 % soit - 22,8 ktec) tout en restant en hausse en valeur (+ 6,9 %). Les envois vers l'Union européenne ont été les plus pénalisés (- 19,3 % soit - 20,5 ktec), le repli concernant l'ensemble des destinations notamment les Pays-Bas (- 36,2 % soit - 8,6 ktec) et l'Allemagne (- 23,6 % soit - 5,3 ktec). Vers les pays tiers, la baisse des envois est plus modérée (- 3,6 % soit - 2,3 ktec) avec des exports toujours en baisse vers l'Afrique subsaharienne (- 14,5 % soit - 1,4 tec) et le Royaume-Uni (- 4,6 % soit 0,5 ktec). Le marché du poulet grand export n'est pas affecté par ce repli avec des envois toujours en croissance vers l'Arabie Saoudite (+ 13,3 % soit + 3,8 tec).

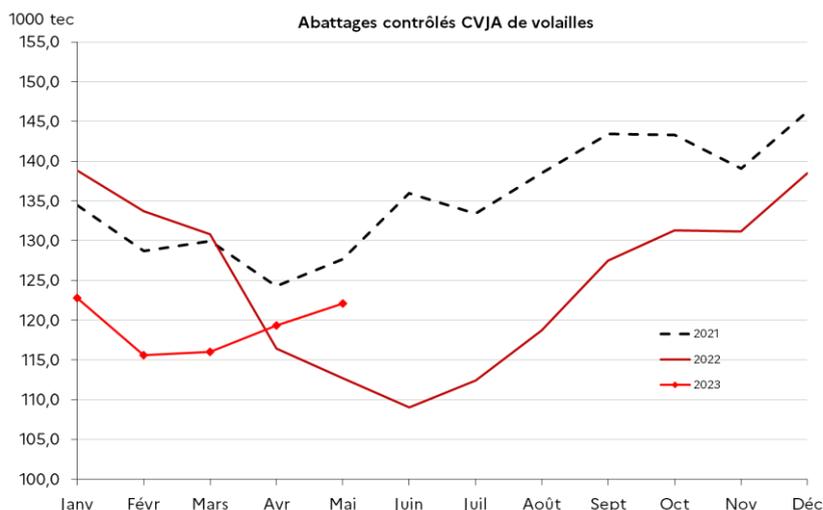
• La tendance à l'augmentation des **importations** de viandes et préparations de poulet par la France s'est poursuivie avec des importations toujours en forte progression en volume (+ 7,3 % soit 27,1 ktec) et en valeur (+ 21,2 % soit 191,3 millions d'euros). Trois pays de l'Union européenne ont fourni l'essentiel des volumes supplémentaires : la Pologne (+ 13,3 % soit + 13,3 tec), la Belgique (+ 7,1 % soit + 6,8 ktec) et les Pays-Bas (+ 18,0 % soit + 10,3 ktec). Néanmoins, au mois de juin, les importations depuis l'UE ont montré des signes de ralentissement avec une progression des envois plus modérée (+ 1,8 % juin 23/juin 22).

Au premier semestre, les importations depuis les pays tiers se sont fortement contractées (- 34,7 %, soit - 16,0 ktec) en lien avec le repli des envois depuis le Royaume-Uni (- 49,3 % soit - 15,2 ktec). Les volumes envoyés directement depuis l'Ukraine ont maintenu leur progression (+ 74,6 % soit + 1,6 tec).

• Au premier semestre 2023, le déficit du solde global des échanges des viandes et préparations de volailles a atteint - 254,9 ktec tec et - 746,3 millions d'euros. Ce déficit est supérieur à celui de 2022 à la même période, à la fois en volume (- 67,3 ktec) et en valeur (- 222,8 millions d'euros).

Sur les 6 premiers mois de 2023, selon les données du panel consommateur Kantar, la **achats des ménages** de viandes et élaborés de volaille pour leur consommation à domicile ont diminué de 1,9 % en volume tandis que les dépenses ont progressé de 10,7 %. Au sein des volailles fraîches, les achats de poulets ont progressé (+ 4,4 %) avec une croissance centrée sur les découpes (+ 7,6 %) tandis que les achats de poulets PAC ont poursuivi leur repli (- 3,8 %).

Toujours sur la même période, les achats d'élaborés qui portaient auparavant la consommation de viande de volailles ont stoppé leur croissance (- 4,6 %). Enfin, la consommation de magrets de canard est en baisse (- 42,7 %), tout comme



Source : FranceAariMer, d'après SSP

celle des filets de canards (- 31,7 %).

LAPINS

Sur les cinq premiers mois de 2023, la baisse des **abattages** de lapins s'est poursuivie avec des volumes abattus inférieurs (- 9,7 % soit - 1,2 tec) à leur niveau de 2022 sur la même période.

Après avoir suivi son repli saisonnier depuis fin avril, la cotation nationale du lapin vif s'est stabilisée depuis juin. En semaine 30, elle a atteint 2,19 €/kg. Depuis juillet 2023, suivant la baisse des prix de l'aliment, la cotation s'est rapprochée de son niveau de l'an dernier à la même date (+ 6,3 % s.30 2022).

Sur les six premiers mois de 2023 au regard de 2022, les exportations de viande de lapin se sont contractées (- 5,6 % soit - 97 tec), avec une réduction des envois vers l'Union européenne, notamment vers Italie, premier marché export français (- 39,3 % soit - 242 tec) et la Belgique (- 28,6% soit 88 tec) qui n'est pas compensée par la hausse des envois vers l'Espagne (+ 21,6 % soit 43 tec). Vers les pays tiers, la reprise des envois s'est poursuivie notamment à destination du Royaume-Uni (+ 130,7 %, soit + 66 tec) après le fort repli de l'an dernier. Les **importations** sont toujours orientées à la hausse (+ 26,4 % soit 93 tec) sous l'effet de l'augmentation des volumes envoyés depuis la Chine (+ 126 tec).

POULES PONDEUSES ET ŒUFS

Sur les cinq premiers mois de 2023, les mises en place de poules pondeuses sont inférieures de 7,1 % à leur niveau de l'an dernier.

Après avoir progressé de manière continue depuis 2021, les importations d'œufs coquilles se sont orientées à la baisse depuis le mois d'avril. Ainsi sur le premier semestre 2023, les importations d'**œufs coquilles** se sont stabilisées (+ 2,8 % soit 0,9 ktéoc). Néanmoins ce repli est à nuancer, les importations d'œufs coquilles restant supérieures à leur niveau de 2021 correspondant à la période avant la crise IAHP. La Pologne dont les volumes envoyés vers la France ont très nettement augmenté (+41,3% soit 3,2 ktéoc) est devenue le second fournisseur d'œufs coquilles de la France (32,7 % des parts de marchés).

Les **exportations d'œufs coquilles** se sont maintenues à des niveaux inférieurs à ceux de l'an dernier tout au long du premier semestre (- 35,5 % soit - 4,1 ktec) avec des volumes en repli vers l'ensemble des destinations notamment la Belgique, les Pays-Bas et de manière très marquée vers l'Italie (- 95,8 % soit - 2,0 ktéoc).

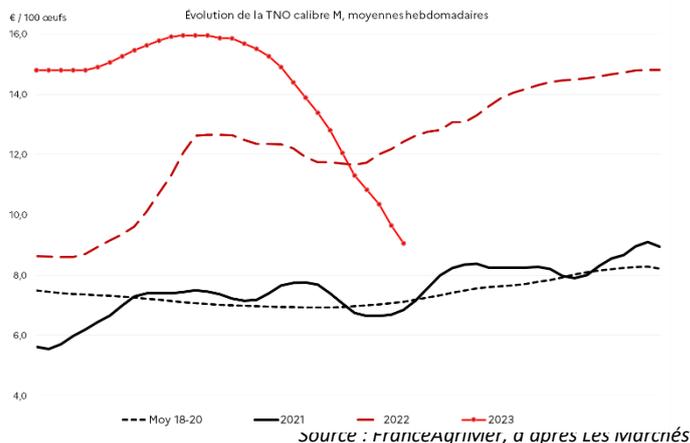
Depuis le printemps 2023, les **importations d'ovoproduits** ont nettement baissé (- 16,5 % soit 7,4 ktéoc). Elles ont reculé depuis les Pays-Bas (- 64,2 % soit - 9,5 ktéoc) et l'Espagne (- 17,2% soit - 2,7 ktéoc). Seuls les envois depuis l'Italie sont restés très dynamiques (+ 3,1 ktéoc). Les **exportations d'ovoproduits** ont diminué (- 9,6 % soit - 4,0 ktéoc) avec un fort recul des envois vers la Belgique, première destination des ovoproduits français (- 19,9 % soit - 2,3 ktéoc).

Au global, après avoir fortement augmenté depuis l'été 2022, les importations d'œufs et d'ovoproduits se sont repliées (- 8,0 %) en lien avec une reprise progressive de la production. En revanche, les exportations sont restées en diminution (- 14,7 %).

Sur le premier semestre 2023, le solde global des échanges d'œufs coquille et d'ovoproduits de la France est déficitaire en volume (- 19,3 ktéoc) et en valeur (- 63,7 millions d'euros). Par rapport à 2022, ce déficit s'est fortement dégradé en volume (- 2,9 ktéoc) et en valeur (- 30,4 millions d'euros).

Depuis mai, le **cours TNO** calibre M a fortement chuté, en lien avec la reprise de la production française et européenne ainsi qu'un recours accru aux importations. En semaine 31, il a atteint 9,05 € / 100 œufs (- 3,37 €/ s.31 2022).

Au premier semestre, selon les données du panel consommateur Kantar, la **consommation** d'œufs des ménages a progressé de 1,9 % (annuel mobile à fin juin 2023) avec une augmentation des dépenses de 16,8 %. Les dynamiques sont restées hétérogènes entre les différentes catégories d'œufs. Les achats ont augmenté pour les œufs au sol (+ 20,6 %), les œufs plein air hors label rouge (+ 13,6 %) et les œufs label rouge (+ 2,1 %) tandis qu'ils ont reculé pour les œufs cage (- 13,6 %) et les œufs biologique (- 12,9 %).



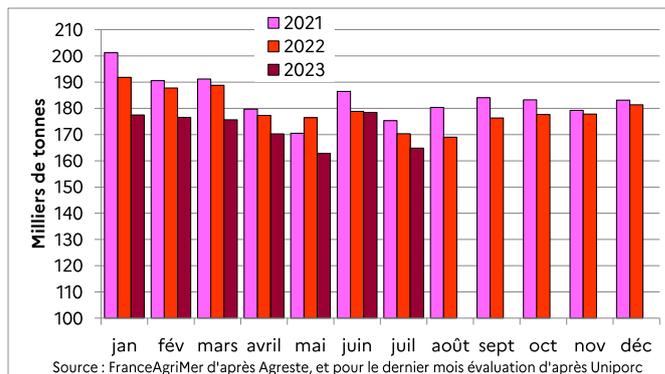
FILIÈRE PORCINE

Abattages

Les **abattages** en France se sont repliés de manière significative sur les sept premiers mois de l'année 2023 par rapport aux années précédentes. Sur douze mois glissants, les volumes ont reflué de 4,3 % en volume et de 4,8 % en têtes. Depuis près de deux ans, les volumes abattus en France se sont ainsi effrités, suivant en cela le déclin du cheptel porcin.

La **demande intérieure française** reste toujours peu dynamique l'inflation constituant très probablement un facteur limitatif dans les achats de viande. Les **exports vers les pays tiers** (en particulier l'Asie) sont par ailleurs toujours au ralenti.

Au niveau européen, les abattages en volume en Espagne, en Allemagne ou encore au Danemark poursuivent leur tendance baissière, en lien là aussi avec le recul des cheptels.

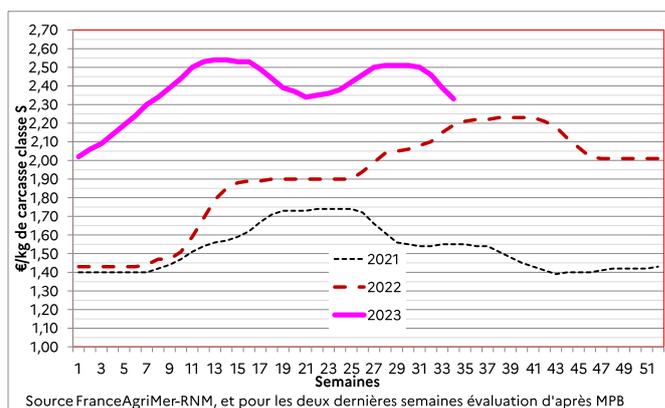


Cotations carcasse classe S

Les **cotations françaises**, après avoir atteint les niveaux record de 2,54 €/kg en mars et avril, puis 2,51 €/kg en juillet, connaissent en août un relatif fléchissement, tout en restant à des niveaux encore élevés (de l'ordre de 2,33 €/kg au 21 août). Cette situation témoigne d'un marché complexe, avec une offre restreinte, du fait de la baisse des volumes abattus, mais également une demande assez peu dynamique.

Les principaux **prix de référence européens** sont également sur une tendance orientée à la baisse (Espagne, Allemagne, Belgique, Pays-Bas). Les raisons sont les mêmes, avec une demande peu soutenue pour le marché intérieur ainsi qu'à l'export du fait d'une viande d'origine UE peu compétitive en particulier vers l'Asie. La demande chinoise est plutôt faible.

Avec des prix d'un niveau très inférieur, les États-Unis et le Brésil jouissent d'un net avantage commercial pour le marché chinois.



Échanges

Sur les six premiers mois de 2023 comparés à la même période en 2022, pour les viandes fraîches, réfrigérées ou congelées, les **exportations** en volume de la France étaient en recul (- 11 %, - 25 kt). En baisse vers l'UE (- 10 %, - 17 kt), elles se sont tassées sur l'Italie, principale destination (- 3 %, - 1 kt), et ont reculé vers les pays tiers (- 11 %, - 8 kt), notamment vers la Chine (- 10 %, - 3 kt). Les exports vers la Chine restent fragiles, au regard du développement de la production locale et de la concurrence des États-Unis et du Brésil.

Toujours pour les viandes fraîches, réfrigérées ou congelées, et sur la même période, les **importations** de la France (très largement d'origine UE, et majoritairement d'Espagne) ont décliné (- 8 %, - 12 kt). Les importations d'origine extra-UE, essentiellement du Royaume-Uni, se sont également tassées (- 51 %, - 11 kt).

Consommation

La **consommation totale** de porc en volume (calculée par bilan), qui en 2022 avait connu un rythme de croissance non négligeable (de l'ordre de 3 % en annuel) a continué à ralentir : en juin 2023 (sur douze mois glissants), l'évolution devient nettement négative. Les volumes consommés ont reculé de 2,4 %.

Les **prix au détail** constatés par l'Insee jusqu'en juin 2023 ont continué de progresser, mais à un rythme moindre pour le porc (+ 10,8 % sur douze mois glissants) que pour l'ensemble des viandes (+ 13,2 %), pour les viandes séchées, salées ou

fumées (+ 13,8 %), ainsi que pour les autres charcuteries (+ 14,9 %).

Selon les données du panel consommateur Kantar Worldpanel, sur douze mois glissants jusqu'en juin 2023, les volumes achetés par les ménages pour leur **consommation à domicile** évoluent peu : + 0,3 % pour la viande de porc et + 0,8 % pour le porc hors élaboré, - 1,6 % pour les saucisses fraîches. Pour ce qui concerne la charcuterie (hors saucisses à gros hachage et hors charcuterie de volaille), la consommation à domicile des ménages est restée stable (+ 0,0 %), voire en léger recul (- 0,5 %) pour le jambon.

ALIMENTATION ANIMALE

Pour les FAB, alors que les tensions militaires sont toujours fortes en mer Noire et impactent les cours, le marché évolue principalement du fait des conditions climatiques et de la qualité des récoltes dans l'hémisphère nord. Au 22 août, le blé français reste encore compétitif à 247 \$/t FOB comparé au blé russe dont le prix redescend à 250 \$/t (source Conseil International des Céréales). Au 1^{er} août, la récolte en France est en hausse d'une année sur l'autre pour les principales céréales, en baisse pour les orges de printemps et le blé dur. La production 2023 de maïs est prévue en hausse par rapport à 2022 mais en recul par rapport à la moyenne 5 ans, en raison d'une forte baisse des surfaces. En France, les parcelles du nord-ouest dont la récolte a été différée en raison de pluies importantes et répétées, pourraient voir leur qualité dégradée. Les intégrations de céréales par les fabricants d'aliments du bétail en juin 2023 concluent sur une campagne en forte baisse (- 6,5 % en volume au niveau national).

Les **fabrications d'aliments composés évaluées par le SSP** ont reflué en volume en avril 2023 (- 2,8 % par rapport à avril 2022), avec des évolutions contrastées sur les aliments pour bovins (- 2,4 %), poulet (+ 2,4 %), poudeuses (+ 0,3 %) et porcins (- 9,4 %). En mai 2023, l'**indice IPAMPA** pour aliments composés a reculé de 1,4 % par rapport au mois précédent (dont porcins - 1,5 %, volailles - 1,3%). Le **coût de l'aliment porc croissance IFIP** après avoir reculé en mai a progressé en juin à 380 €/t, à un niveau toujours très élevé. L'**indice coût matières premières Itavi** de juillet 2023, au regard du mois précédent, a reculé de 1,7 % pour les poules poudeuses et de 1,2 % pour le poulet standard.

Directrice de la publication : Christine Avelin / Rédaction : direction Marchés, études et prospective

12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 20002 / 93555 MONTREUIL Cedex
Tél. : 01 73 30 30 00 — www.franceagrimer.fr

FranceAgriMer
@FranceAgriMerFR